

36-16, code debout les damnés !

Alors qu'on célèbre, dans le Pays de Montbéliard aussi, le 80^e anniversaire du Front populaire, un historien du monde ouvrier décrypte la période et ses similitudes avec l'actuelle.

Ce mercredi 15 juin, à 20 h 15, à l'ancienne mairie d'Audincourt, l'association L'Atelier propose une rencontre-débat autour du 80^e anniversaire du Front populaire et des conquêtes sociales de 1936. Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne à Dijon, spécialiste de l'histoire sociale, Xavier Vigna y interviendra. Notamment auteur d'une « Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle », il abordera le sujet à travers le thème de « gauche au pouvoir et mouvement social ».

Voilà une problématique qui entre vraiment en résonance avec l'actualité...

Tout à fait. Mais ici, je porte un propos d'historien. Je vais parler du Front populaire, pas du gouvernement actuel. Les échos, les ressemblances et les différences sont laissés à l'appréciation du public. Il ne s'agit pas de faire d'anachronisme et de comparer abusivement les situations de 1936 et 2016, mais de rappeler cette période de conquêtes sociales, avec un mouvement de grèves très massif, de s'interroger sur son œuvre et ses limites.

Les réalisations ont été d'autant plus remarquables que le Front populaire n'a duré finalement que peu de temps.

À peine deux ans. La période réformatrice à peine un an. Au départ, le Front populaire est une alliance électorale entre trois partis principaux : les radicaux, les socialistes, les communistes. Qui arrivent au pouvoir - pas aussi largement élus qu'on a bien voulu le dire - à la faveur de leur positionnement antifasciste et également,



■ Le 11 juin 1936, les grèves débutent à l'emboutissage de Peugeot Sochaux. Le 21 juillet, le mouvement s'étend à toute l'usine et à toute la métallurgie de la région : 21000 ouvriers concernés. Ici du théâtre improvisé à l'emboutissage : dans les ateliers occupés, c'est une parenthèse mais aussi une revanche : on s'amuse là où on travaillait. quelques jours avant. Photo Archives municipales de Montbéliard

dans un autre registre, de la crise économique. Leur devise : pain, paix et liberté. C'est la première fois, avec le gouvernement dirigé par Léon Blum, que des socialistes dirigent le pays. La première fois aussi que les communistes, qui n'y participent pas, soutiennent ouvertement un gouvernement. C'est enfin la première fois que dès juin, un mouvement de grève, suivi d'occupation d'usines, le plus important jamais vu en France, se met en place non pour dénoncer mais pour impulser les réformes.

Quelles sont, selon vous, les conquêtes sociales majeures du Front populaire ?

Les congés payés, bien sûr, mais aussi la généralisation des conventions collectives. L'idée naît en 1936 que les accords de branche protègent le salarié par rapport aux accords d'entreprise. Vous voyez l'actualité du sujet... Entre le 24 juin 1936, date de l'adoption de cette loi, et 1939, 5000 conventions collectives, concernant

la durée du travail ou encore la classification des métiers, ont été signées en France.

« Entre 1936 et 1939, le patronat lui-aussi était un patronat de combat ! »

À partir de là, un certain nombre de salariés qui travaillaient dans des entreprises « répressives » ou de petites boîtes ont vu leur condition de travail s'améliorer. Ça a été le cas notamment dans la métallurgie, un des secteurs les plus syndiqués. Au-delà d'un gain du pouvoir d'achat, temporaire d'ailleurs en raison de l'inflation, les ouvriers ont surtout vu un rééquilibrage du rapport de force.

En 1936, le Pays de Montbéliard, très industriel, n'a pas échappé au mouvement ?

Bien sûr, il y a eu, avec un certain décalage par rapport à Paris, et même une fois les accords de Matignon signés (7 juin), des occupations d'usines. Elles ont parfois duré tout l'été. Mais, au-delà

du factuel, le cas de votre territoire est emblématique : en 1936, le député élu a été non un soutien du Front populaire mais François Peugeot, un homme de droite. La preuve qu'à l'époque déjà, les ouvriers ne sont pas tous de gauche et qu'ils votent aussi pour le patron ! Cela dit, il y a eu ici aussi des mouvements importants. Suscitant par exemple chez Peugeot une reprise en main dès 1937 avec le développement des techniciens, des cadres, des assistants afin de contrôler une main-d'œuvre en train de s'échapper.

Plus globalement, les combats de classe étaient rudes car, à partir de là, le patronat français faisait tout pour contenir l'influence syndicale. En novembre 1938, il a eu sa revanche sur 1936 : il a brisé une grève et licencié en masse. Le patronat aussi était un patronat de combat !

Face à cela, le gouvernement n'était pas très à l'aise ?

Dès 1936, il a fait passer une loi qui poussait à la con-

ciliation et l'arbitrage et a légiféré pour limiter le droit de grève. Rappelons aussi que même le Front populaire a fait expulser les grévistes étrangers pour troubles à l'ordre public. Quand la gauche est au pouvoir, elle ne supporte pas plus qu'une autre les mouvements sociaux ; elle aussi les réprime !

Reste, pour le Front populaire, une incroyable aura.

Pour le mouvement ouvrier, c'est un épisode marquant car symbolisant l'union du mouvement syndical et de la gauche. Et à la faveur de cette union, il y a eu des conquêtes qui ont marqué la mémoire et ont immédiatement été reprises en compte par la chanson, le théâtre, le cinéma. À cela s'ajoute une cristallisation mémorielle, du côté notamment du PC et de la CGT. En 1937, la centrale comptait 4 millions d'adhérents. Elle n'a jamais été aussi puissante depuis.

Propos recueillis par Sophie DOUGNAC